

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Rue St. John, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRES BOURSE  
QUATRE HEURES

	Bourse	Baisse
3 0/0 .....	80 05	» » 05
3 0/0 amortiss. ..	81 65	» » 05
4 1/2 0/0 1883 ..	109 20	» » 15
Cons. anglais ..	100 5/16	1/16 » »
Italie .....	96 10	» » 10
Flor. autric. (or) ..	88 1/2	1/4 » »
Esp. Extér. nouv. ..	56 1/4	1/8 » »
Egyptien 6 0/0 ..	331 25	1 25 » »
Ch. Egyptiens ..	436 25	1 25 » »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 60	» » 10
Banque ottomane ..	505 »	1 25 » »

PARIS, 30 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

L'attentat contre M. de Freycinet

L'impénétrable P. M., l'auteur de la tentative de meurtre dirigée contre le président du conseil, a encore été interrogé ce matin par le procureur de la République.

Ainsi qu'il l'avait déjà fait hier en présence de M. Gragnon, préfet de police, P. M. a reconnu avoir volontairement tiré sur M. de Freycinet, mais il a été impossible au magistrat de recueillir de lui aucun éclaircissement sur les motifs qui l'ont poussé à commettre cet acte, non plus qu'aucun indice permettant d'établir son identité.

Comme hier, l'accusé a déclaré qu'il ne révélerait son nom et son domicile et ne répondrait aux questions des magistrats qu'autant qu'il serait assisté d'un avocat. Tout ce qu'on a pu tirer de lui, c'est qu'il a, suivant son expression, « une dent » contre M. de Freycinet, lequel lui aurait nu dans sa considération, son honneur et sa fortune.

Le procureur de la République a chargé M. Benoit, juge d'instruction, de poursuivre l'affaire.

L'énigmatique accusé subira dans l'après-midi un nouvel interrogatoire. Il sera ensuite photographié et le service de la sûreté se mettra en campagne pour essayer, au moyen de ces photographies, de découvrir l'hôtel où est descendu P. M.

On suppose, en effet, que cet individu n'est à Paris que depuis quelques jours ; et comme on est à peu près fixé sur ce fait qu'il est de nationalité corse, on espère pouvoir retrouver ses traces, et par là arriver à découvrir son identité.

L'agence Fourrier dément l'information d'un de nos confrères du matin, qui prétendait qu'un nommé Mattet se serait présenté à plusieurs reprises au ministère des affaires étrangères.

Pendant toute la journée d'hier et la matinée d'aujourd'hui, les représentants des puissances se sont présentés au quai d'Orsay, pour offrir leurs compliments à M. de Freycinet.

INTÉRIEUR

Le nouvel ambassadeur d'Allemagne, M. le comte de Munster, est attendu, à Paris, le 1<sup>er</sup> novembre.

La crise lyonnaise est entrée dans une nouvelle phase : les ouvriers indépendants, fatigués de subir le joug des syndicats, se sont décidés à protester ; ils organisent une réunion contradictoire pour établir les responsabilités et les droits de chacun.

Périgueux, 30 octobre.

Parcellier père est entré avant-hier dans les carrières, allant à la recherche de son fils ; il n'a pas reparu.

Hier, à une heure, l'air a aperçu de la fumée de bois de sapin sortir des carrières et des failles.

Des mesures ont été prises immédiatement.

Une grande émotion règne en ville.

La justice fait photographier les carrières.

La cour d'assises du Loiret a condamné aux travaux forcés à perpétuité la fille Vuyette, âgée de trente-cinq ans, coupable d'avoir tué d'un coup de couteau le brigadier Lence, du 30<sup>e</sup> d'artillerie, le 28 juin dernier.

M. Schmitz, lieutenant au 57<sup>e</sup> régiment d'infanterie, est désigné pour servir en qualité d'officier d'ordonnance auprès de M. le général Giovanninelli, commandant la 3<sup>e</sup> brigade du corps du Tong-King.

MM. les abbés Geay et Lacastagnerie, sont désignés pour occuper l'emploi d'aumônier militaire au corps du Tong-King.

En Orient

Constantinople, 30 octobre.

Aujourd'hui, les ambassadeurs ont tenu une réunion préparatoire de la Conférence.

Aujourd'hui aussi, le ministre de Serbie a communiqué à la Porte la réponse deson gouvernement à la note collective des ambassadeurs.

Bucharest, 29 octobre.

Le gouvernement a ordonné l'expulsion de douze Israélites, parmi lesquels les docteurs Gaster, publiciste ; Schwirfeld, rédacteur en chef du journal israélite la *Fraternité* ; Brochner, rédacteur en chef du *Bucarester-Tagblatt* ; Kraus, rédacteur en chef de la *Bucarester-Freipresse*, et plusieurs autres journalistes. Certains journaux citent également M. Armand Lévy parmi les expulsés.

L'Étoile roumaine dit que ces Israélites s'étaient fait remarquer par leurs attaques contre la Roumanie.

Constantinople, 30 octobre.

Tous les ambassadeurs ont reçu actuellement leurs instructions au sujet des affaires bulgares.

Si la Conférence ne se réunit pas encore, c'est-à-dire les ambassadeurs échangeront leurs travaux pour savoir s'ils commencent leurs travaux par l'examen de la question d'union ou de séparation, ou bien par l'examen des réformes à apporter au statut de Roumélie.

EXTÉRIEUR

Madrid, 30 octobre.

Un train de voyageurs a déraillé en traversant le pont international sur la rivière Fraver et a été précipité dans la rivière. Il y a des morts et des blessés. Des secours sont organisés.

L'*Imparcial* publie une dépêche de Vienne annonçant que le Pape a envoyé à Berlin et à Madrid les propositions qui serviront de base à son verdict. Le gouvernement espagnol a accusé réception de ces propositions.

INFORMATIONS

Par arrêté du préfet de la Seine, la troisième session ordinaire du Conseil municipal de Paris s'ouvrira le mercredi 4 novembre prochain.

La première séance sera consacrée à la nomination du bureau. Les membres sortants sont : MM. Michelin, président ; Robinet et Curé, vice-présidents ; Millerand, Chautemps, Viguière, secrétaires ; Rouzé, syndic.

Cette session sera principalement consacrée à l'examen du budget de la Ville pour l'exercice 1886, ainsi qu'au projet relatif à la création de ressources extraordinaires, destinées à continuer les travaux de Paris.

Si l'on ajoute à ces deux questions les affaires courantes, c'est autant qu'il en faudra pour prolonger la session jusqu'à la fin de l'année.

Le fait est aujourd'hui certain : au mois de février prochain, le général Pittié, secrétaire général de la Présidence, prendra le commandement du corps d'armée de Marseille, en remplacement du général de Colomb, dont les pouvoirs expirent à cette époque.

Le ministre de l'instruction publique a décidé que désormais il ne serait accordé de prolongation de bourse dans les écoles primaires supérieures de jeunes filles que si les départements ou sont situés ces établissements sont pourvus d'écoles normales d'institutrices.

Dans ce cas, en effet, les prolongations de bourses destinées à l'obtention du brevet supérieur sont nécessaires pour assurer le recrutement du personnel enseignant. Partout ailleurs, les écoles normales suffisent aux besoins du service, et il y aurait de graves inconvénients à donner aux jeunes filles des espérances qui ne se réaliseraient pas.

La mesure est sage, si l'on songe que, dans certains départements, c'est par milliers que l'on compte les candidats aux places d'institutrices, ou d'institutrices adjointes.

M. Tricoups qui, dans un discours prononcé il y a quelque temps à Londres, parlait avec une risible emphase de la mission que la Grèce avait à remplir dans le monde moderne, est de retour à Athènes.

Son premier soin a été d'haranguer la foule et de surexciter encore les passions belliqueuses dont sont animés les fils de Léonidas et d'Hadji-Siravos. Tandis que le roi Milan fait amende honorable et reconnaît l'imprudence de sa conduite, et que, de son côté, le prince de Bulgarie se demande avec anxiété si l'almach de Gotha l'enregistrera l'année prochaine comme un des souverains de l'Europe, le roi des Hellènes continue ses armements, appelle les volontaires, contracte des emprunts et se dispose à défendre la Macédoine — *alias* — l'en-Vahiri !

Les conseillers de ce prince lui ont assuré que la Turquie n'opposerait qu'une faible résistance aux attaques de l'armée grecque, et le roi Georges paraît avoir une grande confiance dans l'avenir.

Nous craignons fort que ces illusions ne soient pas de longue durée. Nous avons donné ici des détails sur l'activité avec laquelle étaient poussés les préparatifs militaires de la Turquie. Ces préparatifs ne se sont point ralentis depuis, les Grecs trouveront donc les Turcs tout prêts à les recevoir et à les dégoûter pour quelque temps de la mission providentielle dont parle M. Tricoups !

Il est à désirer que ces peuples aux turbulentes présensions sachent une bonne fois ce qu'il en coûte pour troubler la paix de l'Europe. Le roi de Grèce se dit qu'en cas de revers les puissances interviendront ; nous espérons qu'il n'en sera rien et qu'ainsi que l'Angleterre l'a déjà annoncé, la Grèce aura à supporter toutes les conséquences de son injustifiable agression.

Vengeances officielles

Le gouvernement et l'administration, guidés par la presse républicaine, qui s'est faite dénonciatrice, donnent carrière à leurs mesquines vengeances.

Le préfet d'Ille-et-Vilaine vient de suspendre de ses fonctions de maire de Vitre M. Le Gonidec de Traissan, député sortant et candidat conservateur aux dernières élections, qui avait traité de manœuvre électorale une dépêche du ministère de l'intérieur.

Le maire de la commune de Muides (Loiret-et-Cher), M. Caillaud, a été également suspendu de ses fonctions pour propagande conservatrice.

Dans l'Aveyron, M. Mazene, maire de la commune de Vore, a été suspendu pour n'avoir pas exécuté les instructions

prélectorales relativement à l'ouverture d'un bureau de vote.

Un arrêté préfectoral a suspendu de ses fonctions M. Pissot, maire de Vassy (Haute-Marne) pour n'avoir pas fait plaquer, pendant la période électorale, des communications administratives.

M. Pissot écrit au préfet pour déclarer qu'il a donné tous les ordres nécessaires pour l'affichage, et que si celui-ci n'a pas eu lieu, cela est résulté de circonstances indépendantes de sa volonté. Il termine ainsi :

« Entré au conseil municipal en 1870, maire depuis les premiers jours de 1878, je n'ai pas eu un instant qui n'ait été consacré à assurer l'avenir de la ville de Vassy, à ce moment si fortement compromis. Mes concitoyens apprécieraient vos procédés, car je ne tiens pas compte de cette troupe d'adversaires qui, sous la conduite d'un maire d'une commune voisine et sous les inspirations de qui vous savez, est venue lâchement m'insulter dans l'ombre de la nuit.

» Vous ne le suspendrez pas, ce maire, n'est-ce pas, monsieur le préfet ? et cependant il faisait une sale besogne, celui-là !

« Ah ! votre justice est expéditive ! Sans demander un mot d'explication, vous frappez. C'est ainsi que cela se passait en 1793. Vous voyez donc bien que j'avais raison de crier à mes concitoyens : *Arrière la République jacobine et vive la République libérale !*

» Elle aura son heure, monsieur le préfet, croyez-le bien, et vous y aiderez sans le vouloir. »

Comme il importe de bien prouver que le ministre de l'intérieur a audacieusement menti en niant l'envoi de troupes au Tong-King, nous révélerons le fait suivant :

Le 7 novembre, un bataillon de tirailleurs algériens, à l'effectif de six cents hommes, sera embarqué à Alger, à destination du Tong-King.

Il ne s'agit, plus cette fois, d'hommes empruntés à différents régiments pour former les détachements qui sont déjà partis ou qui vont bientôt prendre la mer. C'est tout un bataillon constitué, avec son effectif et ses cadres, qu'on envoie au Tong-King.

L'ordre de départ est arrivé au bataillon de Laghouat le 12 octobre, avant le démenti envoyé par M. Allain-Targé aux préfets.

On voit si M. Le Gonidec de Traissan avait tort de traiter l'affiche préfectorale et la dépêche ministérielle de manœuvres électorales.

L'ORDRE DE L'AFFICHE BLANCHE

Tout le monde comprendra sans peine que le gouvernement ait le désir d'offrir une récompense à ses fonctionnaires, à la suite des élections générales de 1885 ; ils se sont distingués dans les deux scrutins, mais surtout dans celui du 18 octobre. Leur zèle, en cette circonstance, a été véritablement extraordinaire.

Aussi le ministre de l'intérieur n'a-t-il pas hésité à demander ses préfets de ballottage ; il les a réunis autour de lui, en rond, au fond de la place Beauvau ; et là, de sa voix mélodieusement cascadeuse, il leur a prodigué ses congratulations.

On dit merveille de cette petite fête de famille ; il paraît que M. Allain-Targé s'est surpassé lui-même, lorsque la main sur le cœur et avec une profonde émotion (car il a le vin tendre), il a félicité et remercié ses complices préfectoraux d'avoir si bien lu ses circulaires.

« Citoyens et chers collaborateurs, leur a-t-il dit, je ne doutais pas de vous, je savais que vous étiez dignes de me comprendre, mais je ne reconnaîtrai que vous avez dépassé mes espérances. Je vous ai hautement recommandé l'abstention électorale, et vous m'avez deviné. Je vous ai invités à faire des élections libres, et vous avez pris, comme je le voulais, la direction de la campagne électorale. Je vous ai donné pour instruction suprême de démentir les fausses nouvelles, et, avec une intelligence qui vous honore, vous n'avez pas craint d'affirmer aux populations étonnées que toutes les nouvelles réactionnaires étaient de fausses nouvelles : vous l'avez déclaré de confiance et vous avez de cette façon accompli mes vœux. Vous avez nié le Tong-King, comme vous auriez nié la lumière du jour, si je vous l'avais ordonné, et vous avez eu raison ; il n'y a que la République française qu'il vous soit interdit de nier : elle seule est grande, mes frères, elle seule est invincible et impérissable. Vous l'avez sauvée. Vous avez prodigué l'affiche blanche, et par elle, nous pouvons le dire entre nous, vous avez blanchi le mensonge. Je déclare donc solennellement que vous avez bien mérité, non pas de la patrie, mais de la République. »

Tous les préfets poussèrent un hurrah pour la République et un autre pour M. le ministre.

Ensuite, on échangea des poignées de main, des sourires et des confidences. Chacun raconta ses prouesses et celles des fonctionnaires inférieurs et agents divers qu'il avait sous ses ordres.

L'un parla très doucement et le plus agréablement du monde d'un excellent maire républicain auquel les conservateurs reprochaient d'avoir soustrait plusieurs bulletins, de les avoir dissimulés sous sa blouse, et d'avoir déposé dans l'urne, en leur lieu et place, d'autres bulletins tout préparés qu'il puisait dans sa poche.

Un autre raconta comment, pour gagner certains suffrages à la République, un miracle s'était opéré dans une commune ; et, en effet, plusieurs électeurs recurent à domicile des bulletins républicains, tout pliés, et contenant dans leurs plis des pièces de vingt sous : quel était l'expéditeur des bulletins et le donateur des vingt sous ? « Voilà, assura M. le préfet, ce que nous n'avons jamais pu savoir. »

— Nous devons l'ignorer, dit finement M. le ministre, attendu que les miracles n'existent pas pour nous.

Un troisième préfet révéla qu'un maire de son département s'était vanté, après le dépouillement, d'avoir gagné une bonne place pour son fils.

Un quatrième préfet raconta l'histoire d'un autre maire qui, plein d'énergie, n'avait pas hésité à expulser un électeur conservateur dont la présence lui paraissait gênante dans la salle du vote, et que même il avait eu la bravoure de porter la main sur cet électeur, qui est âgé de soixante-quinze ans, et de le brutaliser, sans respect pour ses cheveux blancs.

Au reste, les histoires de maires abondent cette année. Chaque préfet en avait deux ou trois à son avoir.

Ce qui prouve que les fonctions de maire sont généralement remplies de la façon la plus brillante sous la République.

On en cite un, par exemple, qui, administrateur de l'hospice et ne pouvant expulser les sœurs qui sont en possession d'un traité en régie, passe ses jours dans leur cuisine, rognant sur tout et ne permettant pas qu'on donne du vin aux malades, malgré l'ordonnance du docteur.

La République possède un autre maire, qui administre une ville importante et reçoit pour ses peines un traitement de 5,000 francs, en dépit de la loi. Quelques-uns parlent même de certaines ressources qu'il aurait encore...

Enfin les préfets peuvent se vanter d'avoir aujourd'hui une belle collection d'administrateurs municipaux, dont personne ne voudrait pour cirer ses bottes, ni pour tenir ses comptes. Les anecdotes fourmillent à leur sujet. Mais c'est surtout à l'occasion des élections qu'ils ont montré leur savoir-faire.

Jamais, pour tout dire, des préfets sans scrupules n'ont été mieux secondés par des agents éhontés.

Tout cela n'a rien à voir avec une société policière ; mais, comme Cour des Miracles, c'est tout ce qu'il y a de plus réussi.

M. Allain-Targé écouta avec intérêt les rapports favorables que les préfets lui firent sur eux-mêmes. Il fut émerveillé de se voir le chef d'une si jolie bande, et, dans son enthousiasme, il manifesta l'intention de créer un nouvel ordre de chevalerie, spécialement destiné à récompenser les services électoraux des préfets, sous-préfets, maires, adjoints, cantonniers, marchands de vin, et autres hommes politiques républicains : lequel sera dénommé « l'ordre de l'affiche blanche ».

NOUVELLES DIPLOMATIQUES

La « Conférence », qui va s'ouvrir à Constantinople, après les fêtes de la Toussaint, ne sera que la continuation de la « réunion » des ambassadeurs, qui a déjà eu lieu dans la capitale de l'Empire ottoman et qui a si heureusement conjuré les difficultés qu'avaient fait naître les événements de Bulgarie et de Roumélie. Certes, une « Conférence », quoique tenue par les mêmes ambassadeurs dans la même résidence, est toujours une chose grave, en ce sens qu'elle est la porte ouverte à toutes les compétitions et que plusieurs cabinets, qui y sont représentés, ont fait certaines « réserves », dont on ne peut d'avance apprécier toute la valeur réelle, mais qui sont un « inconnu » redoutable.

Dans une de nos dernières *Nouvelles diplomatiques*, je vous avais déjà fait pressentir que l'une des grandes puissances pourrait bien conseiller à la Sublime-Porte de demander une « Conférence », et j'ajoutais que cette puissance ne saurait être ni la Russie, ni la Prusse, ni l'Autriche-Hongrie, liées par un traité formel, qui leur défend d'agir isolément. Le fait est venu justifier, plus tôt que je ne pensais, cette partie de mes informations, et sans me livrer aujourd'hui à aucune recherche inutile, je puis ajouter que cette simple pression exercée à Constantinople par la voie d'avis ou de note confidentielle constitue un danger ou tout au moins une difficulté.

Sans doute, l'intention unanime des puissances est excellente, et tout permet d'espérer que la « Conférence », succédant à la « réunion » des mêmes plénipotentiaires autour du même tapis vert, aura un résultat aussi prompt et aussi satisfaisant. Cependant, je le répète, le cercle de la discussion est élargi ; les incidents les plus inattendus, les plus imprévus peuvent y surgir tout à coup, et rien n'assure que les puissances ne seront pas forcées, peut-être malgré elles, de s'occuper de telles questions qu'elles auraient préféré laisser dormir encore. Je ne dis pas que le sphinx oriental va se représenter à l'examen des ambassadeurs, et qu'il va falloir, contre ce côté, s'occuper de lui ; mais ce que l'on ne saurait nier, c'est que la conférence est le second acte du drame qui a le Bosphore pour

théâtre, et qui laisse si peu respirer la diplomatie européenne.

Avec « la question d'Orient » remise à la scène, tout est toujours possible, car elle reste l'éternelle bouteille à l'encre des chancelleries, et les hommes d'Etat les plus habiles ne savent jamais ce qui peut en sortir. Aussi n'en parlent-ils qu'avec une sainte terreur et évitent-ils soigneusement tout ce qui pourrait la réveiller. A défaut d'autre nouvelle, je puis aussi vous donner celle-ci, qui en est une grosse après tout : c'est que les grandes puissances, aussi bien celles de l'Est que celles de l'Ouest, ont la ferme résolution d'éviter, à tout prix, une réouverture de la crise orientale, dont la solution n'est pas plus possible qu'elle n'est prête en ce moment. Soyez donc assuré que tout s'arrangera encore au mieux des intérêts de l'Europe, et sans que la paix soit troublée.

Si des questions de politique extérieure vous me permettent de passer à celles de la politique intérieure, puisées aux mêmes sources d'informations positives, je vous dirai qu'il a été décidé d'abandonner toute idée d'extraction des membres de la famille d'Orléans, à la condition que ceux-ci ne se posent plus en prétendants avoués, et que c'est là ce qui explique le langage beaucoup plus modéré, tenu par ceux des organes qui sont censés les représenter. De même, il ne sera pas davantage question, dans la nouvelle session législative, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, dont aucun républicain ne veut, au fond, après s'en être servi comme d'une amorce électorale qui réussit toujours auprès des radicaux et des intransigeants.

Enfin, on m'assure encore que M. Clémenceau serait résolu à rester en dehors de toute combinaison ministérielle, et à rejoindre le jeu qui a si longtemps réussi à Gambetta. Seulement, le député de Montmartré sera-t-il plus heureux que celui de Belleville, qui ne voulait pas non plus du fameux portefeuille auquel s'est si longtemps cramponné M. Jules Ferry ? Je ne vous donne, au surplus, ces dernières nouvelles que sous bénéfice d'inventaire, tout en les croyant, d'ailleurs, parfaitement fondées. J'ajouterai que l'attentat commis hier contre M. de Freycinet a d'autant plus ému le corps diplomatique de Paris qu'il semble être un pas nouveau fait dans la voie révolutionnaire, d'une part, et que, de l'autre, notre ministre actuel des affaires étrangères est tout à fait une *persona grata* des représentants à Paris des grandes puissances. C'est, en effet, un homme du monde, sachant parler et écouter, ce que les Anglais appellent un *gentleman*.

S'il faut en croire ce qu'on raconte de l'attitude du général Camponon aux derniers conseils des ministres, notre ministre de la guerre serait résolu à donner sa démission plutôt que d'assumer la responsabilité de la politique de M. de Freycinet, dont le projet serait d'étendre notre occupation jusqu'à Lang-Son, d'un côté, et jusqu'à Lao-Kai, de l'autre. Il voudrait qu'on se borne à la possession du Delta.

Nous savons qu'une fois déjà, le général Camponon s'était trouvé en désaccord avec le cabinet Ferry sur cette question.

La résistance qu'il manifeste en ce moment prouve qu'aujourd'hui, comme alors, il considère la grande politique coloniale du sieur Ferry comme pouvant être pour la France une source inépuisable de désastres et de difficultés.

Une chose nous étonne, c'est qu'ayant sur les affaires du Tong-King des appréciations aussi sensées, le ministre de la guerre se soit fait le complice des mensonges électoraux dont le gouvernement a été si prodigue !

Nous savons qu'une fois déjà, le général Camponon s'était trouvé en désaccord avec le cabinet Ferry sur cette question.

La résistance qu'il manifeste en ce moment prouve qu'aujourd'hui, comme alors, il considère la grande politique coloniale du sieur Ferry comme pouvant être pour la France une source inépuisable de désastres et de difficultés.

Une chose nous étonne, c'est qu'ayant sur les affaires du Tong-King des appréciations aussi sensées, le ministre de la guerre se soit fait le complice des mensonges électoraux dont le gouvernement a été si prodigue !

Nous savons qu'une fois déjà, le général Camponon s'était trouvé en désaccord avec le cabinet Ferry sur cette question.

La résistance qu'il manifeste en ce moment prouve qu'aujourd'hui, comme alors, il considère la grande politique coloniale du sieur Ferry comme pouvant être pour la France une source inépuisable de désastres et de difficultés.

Une chose nous étonne, c'est qu'ayant sur les affaires du Tong-King des appréciations aussi sensées, le ministre de la guerre se soit fait le complice des mensonges électoraux dont le gouvernement a été si prodigue !

Nous savons qu'une fois déjà, le général Camponon s'était trouvé en désaccord avec le cabinet Ferry sur cette question.

La résistance qu'il manifeste en ce moment prouve qu'aujourd'hui, comme alors, il considère la grande politique coloniale du sieur Ferry comme pouvant être pour la France une source inépuisable de désastres et de difficultés.

Une chose nous étonne, c'est qu'ayant sur les affaires du Tong-King des appréciations aussi sensées, le ministre de la guerre se soit fait le complice des mensonges électoraux dont le gouvernement a été si prodigue !

franciscains, passionnés, frères des écoles chrétiennes, etc. Les deux tiers de la nef étaient remplis de sièges recouverts de housses noires, réservées aux porteurs d'invitations colorées. On ne pénétrait dans le resto de l'église que muni de cartes blanches.

An moment où M. l'abbé Le Rebours, curé de la Madeleine, montait à l'autel, pour célébrer la messe, Mgr de Rende, nonce du Pape et Mgr Richard, archevêque de Larisse, précédés de leurs chapeaux, prenaient place l'un du côté de l'épître et l'autre du côté de l'évangile. L'*Introit* et le *Dies irae* ont été chantés en plain-chant par la maîtrise de la paroisse et les chœurs de l'Opéra, accompagnés par un orchestre composé d'artistes du même théâtre qui ont joué admirablement l'*Offertoire* de Méhul.

Le *Kyrie* de Niedermeyer, le *Pie Jesu* de Stradella, le *Sanctus* de Théodore Dubois, l'*Agnus Dei* de Cherubini et le *Liberia* me de M. J. Pauré, maître de chapelle de la Madeleine, ont été chantés avec une grande perfection par les masses chorales.

Mgr de Rende, coiffé de la mitre blanche, a donné l'absoute, et l'assistance, composée en grande partie de ce que la colonie américaine, à Paris, compte de plus élevé, s'est retirée en manifestant hautement ses impressions sur le caractère éminemment religieux de cette importante cérémonie.

Le ministre des Etats-Unis, empêché, était représenté par MM. Vignaud et Fay, secrétaires de l'ambassade. Nous avons aussi remarqué M. Hoffmann, ancien ministre à Copenhague, et M. Carroll, ancien sénateur des Etats-Unis.

Pour répondre aux nombreuses questions qui leur étaient adressées, la déclaration collective suivante vient d'être rédigée par les consuls d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Angleterre, des Etats-Unis d'Amérique, de Grèce, d'Italie, des Pays-Bas, de Suède et Norvège, de Cannes :

« En présence des nombreuses demandes de renseignements qui nous sont adressées sur l'état sanitaire de Cannes, nous croyons, pour être utiles à nos nationaux, devoir recourir à la publicité pour leur faire savoir que Cannes, pendant l'été 1885, été totalement à l'abri des atteintes du choléra, que les médecins n'y ont pas constaté un seul cas de cette maladie. L'état général de la santé publique est, ce qu'il n'a pas cessé d'être, excellent. Les voyageurs qui se rendent à Cannes par la voie de Paris-Lyon-Marseille ne sont soumis à aucune mesure de désinfection, sur aucun point de leur parcours. »

M. Senard, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, près la cour de Paris, est mort hier. On l'appelait familièrement le « père Senard » ; il était l'ami intime de M. Jules Grévy, qui ressentira certainement quelque émotion de cette perte. M. Senard avait quatre-vingt-quatre ans.

A trente ans, il avait débuté dans la carrière politique en soutenant Rouen, sa ville natale, contre la Restauration, et à quarante-huit ans, il contribua avec le même enthousiasme à renverser le gouvernement de Louis-Philippe.

Son père avait sauvé, en 93, de la guillotine, une famille noble, la famille du Tertre, qui, par reconnaissance, lui avait donné en mariage une de ses filles, qui fut la mère de M. Senard.

Président de l'Assemblée constituante en 1848, il entra dans la vie privée, au Coup d'Etat. Sous l'Empire, il se fit inscrire au barreau de Paris où il se cantonna jusqu'en 1870. Revenu dans la vie politique à cette époque, il fut chargé d'une mission diplomatique en Italie, mais cette triste ambassade ne fut pas agréée par le roi Victor-Emmanuel.



Montmartre, et de garder les 60,000 fr. restants pour les écoles chrétiennes françaises du Levant.

Demain, sera célébré, à onze heures, à l'église russe de la rue Daru, le service anniversaire de Mlle Marie Baskirskoff, cette jeune artiste dont la mort a été si imprévue et si regrettable. Sa mère va faire construire, aux environs de Paris, une chapelle destinée à lui servir de sépulture.

A la suite d'une note parue dans *Gil Blas*, jugée offensante par M. Lefèvre, attaché au ministère de l'instruction publique, une rencontre à l'épée a eu lieu hier, après midi, à Suresnes, entre ce dernier et M. Emilien Chesneau, rédacteur judiciaire de *Gil Blas*.

Les témoins étaient le baron de Vaux et M. Sanson pour M. Chesneau; MM. Chastenet et Pochet pour son adversaire. Après deux reprises, M. Lefèvre a été blessé à la main.

Le journal *le Havre* annonce la mort de son fondateur, M. Santallier. M. Santallier a succombé dans la nuit de mardi à mercredi à la suite d'une maladie cruelle qui l'avait forcé depuis plus d'un an à abandonner la direction de son journal.

« Arrivé au Havre en 1853, sans ressources et sans grand bagage littéraire, dit *le Havre*, il se mit à la besogne avec un acharnement que son état de santé rendait véritablement héroïque. Complétant ses études en même temps qu'il apprenait son métier de journaliste, il n'arda pas à devenir pour le *Journal du Havre* un collaborateur précieux, en même temps que, par la seule force de sa volonté, il s'improvisa homme de lettres des plus délicats ». En 1868, il fonda *le Havre*.

M. Santallier était âgé de cinquante-cinq ans.

On annonce la mort, à Rome, d'une femme de lettres qui, sous le pseudonyme de Marie Sincère, a publié, il y a une vingtaine d'années, une série de romans, de romans et d'études économiques qui ont éveillé en leur temps la curiosité parisienne.

Mme Sincère, qui vient de s'éteindre presque dans la misère dans un garni de Rome, avait eu ses heures brillantes, et son salon fut un des plus distingués et des plus courus du commencement de l'empire.

Elle avait épousé fort jeune le fantaisiste Romieu; plus tard, après un mariage assez long, elle devint Mme Philaret Chasles. Elle avait quelque fortune, qui fut dissipée à la suite de cette union extraordinaire, durant laquelle chacun des deux époux entreprit des voyages dans les régions les plus opposées. C'est ainsi que Chasles mourut à Venise, au cours d'une de ces fugues extra-conjugales, tandis qu'on le cherchait à Alger.

Mme P. Chasles était originaire de Laugres. Elle s'était fixée à Rome depuis longtemps.

## LA TEMPÉRATURE

### SITUATION GÉNÉRALE AU 30 OCTOBRE

La température a peu varié sur l'Ouest de l'Europe; elle a baissé assez rapidement en Italie et en Espagne.

En France, les pluies vont reprendre d'abord dans l'Ouest, puis s'étendront à l'intérieur.

Hier, à Paris, il y a eu encore de nombreuses mais faibles averse.

La crue de la Seine, signalée précédemment, atteindra probablement, d'ici mercredi, au pont d'Austerlitz, la cote de 22.15.

### SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANGHE. — Vent variable faible; mer belle.

Océan. — Vent variable faible; mer belle.

Méditerranée. — Vent variable modéré à fort; mer houleuse.

Aujourd'hui, 30 octobre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 5/5  
A onze heures du matin..... + 9/5  
A deux heures du soir..... + 10/5  
Température la plus basse de la nuit + 4/2  
Le baromètre est à 760 millimètres 5.

## L'ATTENTAT CONTRE M. DE FREYCINET

Hier, dans nos Dernières Nouvelles, nous avons annoncé l'attentat qui venait d'être commis contre le ministre des affaires étrangères.

Voici des nouveaux renseignements : M. de Freycinet revenait, hier matin, à onze heures et demie, du conseil de cabinet, tenu au ministère de la justice, lorsque, arrivant au coin du pont de la Concorde et du quai d'Orsay, sa voiture se mit à rouler moins vite, arrêtée par les travaux de pavage qui s'exécutent en ce moment.

Profitant de ce moment, un individu, paraissant âgé de cinquante-cinq ans environ, mis d'une façon modeste, s'approcha rapidement du coupé de M. de Freycinet, l'ajusta avec un revolver de gros calibre et fit feu.

Au bruit de la détonation, le cocher se retournant, comprit ce qui venait de se passer; il enleva vigoureusement son cheval d'un coup de rein, craignant que l'inconnu ne renouvelât son attentat.

Au même instant, MM. Moreau, lieutenant de vaisseau, et Josse, capitaine d'artillerie, officiers d'ordonnance du ministre de la marine, qui passaient sur le pont, se jetèrent sur le meurtrier pour le désarmer, mais celui-ci, prévoyant leur intention, jeta rapidement son revolver dans la Seine.

Qu'avez-vous fait, misérable? s'écria le capitaine Josse.

Je viens de tirer sur M. de Freycinet, et j'ai jeté ensuite mon revolver dans la Seine, répondit l'homme avec un grand calme.

— Quel mobile vous a poussé à cela?

— Je n'ai pas d'explication à vous donner. Cela ne vous regarde pas!

MM. Josse et Moreau remirent l'homme qu'ils venaient d'arrêter entre les mains de deux agents qui accouraient au bruit de la détonation et on conduisit le prisonnier au bureau de M. Santucci, commissaire de police du quartier des Invalides, rue de Varennes, 24.

Là, l'individu arrêté, interrogé par M. Santucci, refusa de dire son nom et de faire connaître son adresse, et qu'il surplut il ne dirait rien avant d'avoir dormi.

M. Herbet, directeur du cabinet de M. de Freycinet, qui s'était rendu au commissariat, essaya à son tour de le faire parler; mais il ne fut pas plus heureux que M. Santucci et n'obtint aucune réponse.

Pendant ce temps, on relevait son signalement. C'est un homme d'une taille un peu au-dessous de la moyenne, 1 mètre 60 environ, ayant le type méridional très accentué et s'exprimant avec un accent italien bien prononcé.

En le fouillant, on ne trouva sur lui aucun papier. Seulement un mouchoir, du tabac, des clefs, un porte-monnaie vide, etc. Un tas d'objets insignifiants — et, pour tout fortune, six sous.

Son long était marqué P. M.

Le préfet de police, qui avait été immédiatement prévenu de cet étrange attentat, se rendit aussitôt chez M. Santucci, et se fit amener l'inconnu, et il essaya de l'interroger à son tour.

Mais l'homme conserva son mutisme obstiné, se contentant de répondre qu'il ne dirait rien et qu'on ne saurait rien.

L'accent du mystérieux personnage ayant fait supposer qu'il devait être né en Corse, M. Gragnon, qui a été longtemps préfet à Ajaccio, lui adressa quelques mots dans le dialecte de ce pays.

L'inculpé se décida alors à répondre et M. Santucci, Corse lui-même, put continuer l'interrogatoire du préfet de police.

L'individu persista dans son refus de faire connaître son nom et son adresse.

— Je ne le ferai, dit-il, que lorsque j'aurai un avocat qui pourra assister à la perquisition qu'on ne manquera pas de faire chez moi.

Quant aux motifs qui m'ont poussés à commettre mon attentat, qu'il vous suffise de savoir que je n'ai pas agi dans un but politique, mais dans un but de vengeance personnelle. M. de Freycinet ayant nui à ma fortune et à mon honneur.

D'ailleurs, lorsqu'on fera une perquisition à mon domicile, on trouvera un journal relatant jour par jour mes griefs contre le ministre des affaires étrangères.

J'ai prémédité mon action; j'ai su par les journaux qu'un conseil de cabinet se ferait ce matin au ministère de la justice; j'ai supposé que, pour retourner au ministère des affaires étrangères, M. de Freycinet passerait par le pont de la Concorde.

J'ai attendu là, et quand je l'ai vu dans sa voiture, je me suis élané vers lui. Au moment de tirer, j'ai senti mon sang bouillir, et mes yeux se sont fermés malgré moi. Sans quoi je ne l'aurais pas manqué.

Je ne connaissais pas autrement M. de Freycinet que par ses photographies.

Quant à l'arme dont je me suis servi, c'est un revolver que j'ai acheté il y a quinze ans, pour une vingtaine de francs. C'est tout ce que j'en ai tiré de lui.

M. Gragnon s'est retiré après cet interrogatoire, et après son départ, M. Santucci a entendu les dépositions des deux officiers qui ont arrêté l'inconnu.

A six heures un quart, il a été conduit, à pied, par deux agents, au poste central de la mairie du septième arrondissement, rue de Grenelle, où il a pris un bouillon et un verre de vin.

Une heure après, il montait dans la voiture cellulaire qui passe tous les soirs, et était conduit au Dépôt où il était écroué en cellule, à huit heures moins un quart, sans avoir adressé le moindre mot à ses gardiens.

Il sera interrogé aujourd'hui par M. le procureur de la République, et soumis ensuite à l'examen d'un médecin qui déterminera s'il n'est point atteint d'aliénation mentale.

### Chez M. de Freycinet

Un rédacteur du *Voltaire* a été reçu par M. de Freycinet, hier soir.

Le ministre des affaires étrangères, interviewé au sujet des motifs qui avaient pu conduire cet étrange personnage à commettre son attentat, a répondu à notre confrère :

Vous me demandez si j'ai le plus vague soupçon du motif qui a poussé ce malheureux à tirer sur moi. Je vous déclare que je n'en ai aucun. Je ne me connais pas personnellement; je suis certain de n'avoir jamais vu cet homme avant, et, de son propre aveu, il ne me connaissait pas de vue.

— Il a donc fait des aveux?

— Oh! des aveux qui dénotent un état mental tout à fait bizarre.

Lorsqu'on l'a conduit au poste et que M. Herbet, mon chef de cabinet, l'a interrogé, il a déclaré qu'il avait tiré sur moi « parce que nous n'étions pas en vraie République, que nous n'avions que la forme républicaine et pas d'institutions républicaines ».

Devant M. Gragnon, préfet de police, il a refusé de donner son nom et d'indiquer son adresse. Il a simplement dit qu'il était Corse.

Lorsque M. Gragnon lui a demandé comment il m'avait reconnu — puisqu'il déclarait ne pas me connaître — il a dit : « Je connaissais le cocher et j'avais vu des photographies de M. de Freycinet; j'étais sûr de ne pas me tromper ».

Et M. Gragnon il s'empressa de déclarer qu'il avait des griefs personnels à venger.

« Du reste, ajouta-t-il, le moment n'est pas venu d'expliquer mon but. On trouvera chez moi des notes détaillées qui me justifieront devant mon pays. Je ne suis pas un homme politique, mais je veux que la République soit sérieuse. »

Voulez-vous que j'aie tiré de cet homme. Vous voyez qu'il ne peut pas être considéré autrement que comme un aliéné.

— Votre voiture n'a pas été touchée par la balle?

— Annoncement; je ne sais pas ce qu'elle est devenue. Il n'y avait peut-être pas de balle. On peut tout supposer d'un fou. Car je suis certain de ne pas connaître cet homme de près ou de loin.

Le *Figaro* annonce de son côté qu'on croit avoir découvert l'identité de ce mystérieux personnage.

Il serait bien Corse, et se nommerait Mattei.

A plusieurs reprises, depuis huit jours, on effectif il s'était présenté au ministère des affaires étrangères, demandant à parler à M. de Freycinet. Les huissiers ont retrouvé l'un des morceaux de papier sur lesquels il écrivait son nom pour se faire annoncer. Ce papier porte : P. Mattei.

Ce nom correspond bien aux initiales. Il est donc probable qu'il est bien celui de l'assassin.

L'attentat d'hier, que l'on trouve généralement étrange, a été l'objet, dans la soirée, de toutes les conversations; les

opinions les plus bizarres étaient émises. On disait même que M. de Freycinet, qui brigue la présidence de la République, avait organisé ce complot contre sa personne. Que ne disait-on pas encore? A notre avis, M. de Freycinet n'est pas aussi machiavolique qu'on veut le croire.

Quoi qu'il en soit, en apprenant que sa vie a été un instant menacée, la souris blanche a souri jaune.

## GAZETTE DE PARIS

M. ZOLA

ou

LA FIN DE LA RÉPUBLIQUE

Depuis deux jours, il n'est bruit que de l'affaire *Germinal*, Zola, Busnach et C<sup>e</sup>. Le changement de ministère, les nouvelles du Tong-King, les invalidations, l'attentat contre les ministres, attentat, entre parenthèses, que les républicains trouvent un peu trop réactionnaire, puisqu'il ressemble, par certains détails, à celui d'Henri IV; tout cela n'est rien; *Germinal* est tout!

En effet, M. Goblet, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, qui n'en est pas à son premier tour, vient d'en jouer un nouveau à ces messieurs en leur interdisant, comme sous l'Empire — ajoutent nos confrères républicains — une pièce.

Cette pièce et ses auteurs sont aujourd'hui absolument et radicalement interdits : la pièce d'abord et les auteurs ensuite, puisque après les avoir trop regus au ministère, on les éconduit maintenant.

MM. Zola et Busnach, en effet, n'ont pas vu Zola de dix fois M. Turquet, puis M. Goblet, sans compter les censeurs. Cette course vertigineuse rappelle, par certains côtés, celle du Brésilien. Seulement, Brasseur était plus amusant; c'était, en outre, sans conséquence.

En effet, comment admettre un seul instant que ce ministre qui n'a rien de parisien, si ce n'est son hôtel, comment admettre, dis-je, que ce provincial ridicule, rempli de préjugés remontant à des époques presque antédiluviennes, ait raison.

Il a tort au point de vue de la liberté, puisqu'il prend un arrêté arbitraire, il a tort aussi d'assumer une telle responsabilité sans appeler le public en témoignage.

Les annales du théâtre rapportent bien des circonstances où le public suit protester contre des pièces choquantes pour la morale, dangereuses pour l'ordre ou contraires au bon sens.

Ce ministre de petite taille est peut-être été bien inspiré en laissant tenter cette expérience aux risques et périls du directeur et des auteurs; et si, par hasard, l'ordre avait été troublé, son rôle alors était de se montrer et de supprimer, dans les vingt-quatre heures, un spectacle qui compromettrait la sécurité et le repos publics. Il a voulu agir autrement : il s'en est rapporté simplement à son jugement; ce qui n'est pas suffisant, même quand on est avocat d'Amiens, et il a abusé de la justice préventive, ce qui n'est jamais le fait d'un grand ministre.

Tel est le résumé de cette grosse question qui passionne Paris et surtout M. Zola.

Et, puisque je parle d'interdiction, un simple conseil pour finir :

Il y a, dans tout Paris, des gravures grotesques sur nos soldats, des dessins scandaleux sur nos braves défenseurs, officiers et simples militaires; eh bien! monsieur le ministre, ce sont ces publications-là qu'il faut interdire, qu'il faut supprimer. *Ramollot* ne doit plus être autorisé, et ce serait une gloire pour vous et vos collègues de le supprimer à jamais!

Sauf cette interdiction, je n'en vois pas d'autres; ah! pardon, une encore : celle qui a fait l'objet de cette chronique : celle de *Germinal*, elle doit amener la chute de la République, comme le prédit si modestement M. Zola.

Georges GRISIER.

## JOURNAUX ET REVUES

Que les journaux « exagérés », comme on disait en l'an V, se querellent, s'injurient, se cognent même, cela n'a rien d'extraordinaire, car le pugilat est d'essence républicaine. Mais qu'entre modérés eux-mêmes les organes républicains ne puissent se mettre d'accord, voilà qui peut surprendre au premier abord. Aujourd'hui, c'est le *Journal des Débats* qui prend le *Temps* à partie, poliment bien entendu, courtoisement, comme il appartient entre gens bien élevés. Nous ne sommes plus au pays rouge.

Le *Temps* a émis l'idée d'organiser l'union publique, de créer des associations politiques qui auraient mission d'instruire le pays, de le guider, d'indiquer au gouvernement la marche à suivre; en un mot, le *Temps* a demandé la résurrection des clubs.

Le *Journal des Débats*, qui commence à nouiller son vin rouge, raille son confrère en ces termes :

On n'a pas oublié l'attitude du *Journal des Débats* pendant les élections dernières, sur son second tour de scrutin. Alors, que tout a été fini, il a avoué lui-même qu'il sortait d'un « cachemare ». Et on se croirait obligé de soutenir la liste unique, ou figurez-vous à côté le nom de Frédéric Passy et celui de M. Camélinat, assurément, cela était dur. Le *Temps* ne s'y est résigné, comme il l'a expliqué très bien par vertu; mais sa vertu commença à lui peser, et il voudrait bien n'avoir pas déformé à en donner des preuves du même genre; ses lecteurs habituels n'en seraient peut-être pas édifiés. Que faire pour n'être plus condamné à pousser aussi loin le républicanisme passif? S'organiser dès aujourd'hui pour pratiquer un républicanisme actif et en même temps conservateur. Dès le premier moment après les élections, le *Temps* a annoncé qu'il prendrait l'initiative d'une œuvre politique devenue indispensable, il s'efforçait de ses lecteurs l'utilité, la nécessité de former une Association, qu'il intitulait : Association républicaine du centenaire de 1789. Cette Association aura son siège à Paris et des ramifications dans toute la France. Elle aura pour objet de distinguer l'esprit de 89 de celui de 93, de s'inspirer du premier et de réprouver le second.

Le procédé semble excellent au *Journal des Débats*, mais à la condition qu'il ne sera mis en usage que par le *Temps* et ses amis, ses coreligionnaires politiques. Malheureusement, les autres sont là :

Nous n'oserions pas, pour notre compte,

proposer en ce moment la liberté des associations. L'Etat est déjà bien peu de chose chez nous; nous craignons qu'il ne tombe aussitôt au-dessous du néant. S'il se formait d'un côté des associations conservatrices, de l'autre des associations radicales, avec toutes les variétés que comporte la matière, le gouvernement serait submergé et nous n'aurions plus à sa place que l'anarchie.

C'est pourtant ce qui nous attend. Voilà donc, dans tous les cas, le *Journal des Débats* traité de révolutionnaire par le *Journal des Débats*!

A ce propos, disons que la *Lanterne* cherche quelque peu noise à la *Patrie* pour avoir combattu comme révolutionnaire l'idée du *Temps*.

Que va-t-elle dire du *Journal des Débats*, l'ex-dévoué de Gambetta?

— On lit dans le *Mot d'Ordre* :

Le département d'Ille-et-Vilaine, où la République a triomphé de la réaction, est à la veille de traverser une crise nouvelle.

M. le comte de Lariboisière, premier élu sur la liste, se retire et, pour motiver cette retraite inattendue, il écrit à ses électeurs une lettre assez ambiguë, qui veut tout dire et qui ne dit rien. Cette lettre, que nous avons publiée avant-hier, contient la phrase suivante :

« Aujourd'hui, en butte aux défiances des républicains qui n'ont pas voulu comprendre les hésitations justifiées que j'ai eues en présence de certaines candidatures et de certaines situations politiques, mon dévouement à vos intérêts et toute ma bonne volonté ne sauraient être que stériles. »

Comprenez qui pourra.

Il nous semble que la résolution de M. de Lariboisière s'explique toute seule. Le député d'Ille-et-Vilaine a pu s'injurier aux radicaux pour faire triompher ce qu'on appelle le principe républicain, mais il ne veut pas travailler avec eux.

Le *Mot d'Ordre* ajoute :

Nous voulons bien croire sur parole l'honorable député, mais nous lui ferons remarquer que, dans la mesure où il se veut de montrer son attachement à la République, ce serait, dans les circonstances graves que nous traversons, de demeurer au poste d'honneur et de combat où l'ont placés les électeurs de son département. M. de Lariboisière ne peut ignorer que la réaction va ramper et se dresser sur les débris de son dernier échec, et que, si elle n'est contenue, nous nous voyons menacés d'une déroute républicaine d'hier peut-être de galeté de cœur les incertitudes de demain.

Faut-il que le *Mot d'Ordre* ait pour du parti conservateur pour parler ainsi!

## CHRONIQUE ÉLECTORALE

Telle qu'elle existe de nos jours, la loi électorale donne lieu, dans son application, à de singulières surprises!

Nous avons sous les yeux le nombre de voix obtenues par M. le baron Haussmann dans deux départements.

Elles se décomposent ainsi :

Seine (chiffres ronds) . . . 108,000

Gironde . . . 72,000

Total . . . 180,000

Et M. le baron Haussmann n'est pas élu!

Prenez maintenant les Basses-Alpes! 17,000 voix ont suffi, dans ce département, pour conférer à M. Andrieux le mandat de député.

N'y a-t-il pas là une anomalie flagrante?

Ainsi, sur deux candidats, celui qui n'a obtenu que 17,000 suffrages va siéger à la Chambre! Celui qui a la volonté expresse de 180,000 électeurs désignés pour leur représentant est exclu! 180,000 voix perdues, annihilées, jetées au panier!

M. le duc de Broglie vient d'adresser la circulaire suivante aux électeurs du département de l'Eure :

Messieurs et chers concitoyens, Malgré les manœuvres de toute sorte employées par l'administration et les calomnies ouvertement répandues par ses agents, plus de quarante mille électeurs ont persisté à m'honorer de leurs suffrages. Je tiens à les remercier de nouveau.

Le nombre de nos adversaires ne s'est point accru, ce sont de véritables abstentions qui, en éclaircissant les rangs des conservateurs, leur ont enlevé l'avantage qu'un premier scrutin leur avait assuré.

Cet échec partiel, qui ne porte que sur un candidat, laisse encore la députation de l'Eure presque tout entière acquise à la cause que nous défendons.

L'union seule a pu obtenir cet heureux résultat et peut seule aussi le maintenir.

Restons donc unis, et suivons de nos vœux nos représentants dans l'accomplissement de la tâche difficile que nous avons imposée à leur courage.

BROGLIE.

M. le général de Bornis accepte la candidature sénatoriale que les électeurs conservateurs de l'Ain viennent de lui offrir, à l'effet de remplacer M. Charles Robin, décédé.

Nous voudrions espérer que les députés de l'Ain s'uniront pour envoyer à la Chambre haute ce digne représentant de l'armée.

M. Germain, ex-député, directeur du *Credit lyonnais*, vient d'intenter un procès en diffamation au journal le *Courrier de l'Ain*, ainsi qu'aux députés, alors candidats, qui ont signé, au moment de la période électorale, une affiche ayant pour titre : *Une infamie*, qui a été placardée dans tout le département et publiée, à trois reprises différentes dans le *Courrier de l'Ain*.

On sait que M. le général Brincourt était candidat conservateur, aux dernières élections, dans le département des Ardennes. Pour le combattre, ses adversaires n'ont pas reculé devant la plus odieuse des calomnies. Le *Petit Ardennais*, et après lui plusieurs journaux parisiens, ont prétendu que dans une réunion tenue à Carignan il avait prononcé les paroles suivantes :

« Bazaine est un glorieux vaincu, une victime de la fatalité. La France, méconnaissant ses services, a perdu un de ses meilleurs généraux en le condamnant comme elle l'a fait. Il n'a rien perdu de la sincère amitié que j'ai toujours eue pour lui et, aujourd'hui encore, j'apprécie à sa juste valeur cet illustre exilé. »

On pense l'effet produit par cette calomnie sur les électeurs des Ardennes.

Avec l'autorisation du ministre de la guerre, qu'il a sollicitée, M. le général Brincourt a déclaré apocryphes les paroles qui lui étaient ainsi imputées. Mais il était trop tard. L'élection était faite. Et ce sont les députés de gauche qui, après avoir réussi par de pareils moyens, demandent l'invalidation des conservateurs!

## LA MÉDIATION DU PAPE

Les rapports des commandants des navires allemands et espagnols sont à peine arrivés à Berlin et à Madrid que déjà l'on dit prête la décision du Pape dans le conflit hispano-allemand.

C'est aller vite en besogne, et c'est oublier qu'un médiateur n'étant pas un arbitre, n'a pas de décision à prendre et à notifier, que son rôle se borne à faire les propositions qui peuvent servir de base à un arrangement définitif si les parties intéressées les acceptent.

Il est remarquable que dans la circonstance actuelle les deux gouvernements n'ont pas cessé de négocier directement, mais il est non moins remarquable que les négociations directes sont menées à grand bruit, sans espoir de succès, en sorte qu'en fin de compte il est le médiateur qui terminera le conflit. On dirait que les deux chancelleries ont des raisons pour amuser la galerie. Telle est toute la portée des négociations directes.

Il est difficile de préjuger les dispositions principales qui seront l'objet de traités à intervenir entre l'Allemagne et l'Espagne. Ce qui est sûr, c'est que si le gouvernement impérial a tenu à ménager les susceptibilités du peuple espagnol, dans l'intérêt de la cause monarchique, il n'en est pas moins résolu à ne pas lâcher la proie. Se contentera-t-il d'un privilège commercial? Le doute est aujourd'hui permis.

Le premier point à résoudre porte sur la priorité de l'occupation de l'île de Yap. Il s'agit, en somme, de décider si oui ou non les préparatifs d'occupation faits par l'Espagne constituent des faits suffisamment caractéristiques de souveraineté effective.

Cette solution est la seule qui présente un intérêt pratique, car la théorie des droits purement historiques a trop peu de consistance, trop peu de valeur juridique pour qu'il soit possible de croire que l'Allemagne ou l'Angleterre lui fassent, dans le domaine des faits, la moindre concession.

Quant à la question de Yap sera résolue, on peut dire que la question générale relative aux Carolines et aux Palaos sera résolue, en principe du moins. Les droits historiques mis de côté, et la seule occupation effective étant prise en considération comme titre de souveraineté incontestable à propos de l'île de Yap, il n'y aura plus qu'à appliquer la même doctrine aux archipels litigieux.

Il n'est pas douteux que le médiateur s'inspirera des principes du droit international moderne, et fera peu de cas des pures doctrines historiques. Reste à savoir s'il jugera suffisants des préparatifs d'occupation prochaine, s'il les considérera comme un commencement d'occupation ou comme équivalents à la prise de possession effective. C'est aux Espagnols d'introduire, s'ils le peuvent, cette théorie et de la traduire en faits positifs, universellement reconnus. Ils auront quelque peine à en convaincre leurs rivaux allemands et anglais, les premiers surtout, qui tiennent à maintenir la distinction entre l'intention, les préparatifs et le fait accompli, consommé.

Un simple fait donnera une idée de la pression électorale dans ce département. Une commune ne paraissait pas vouloir subir le joug de l'opportunisme malgré toutes les promesses des candidats républicains.

Or, la semaine dernière, le gouvernement força la compagnie du chemin de fer du Nord à changer le nom d'une station dans l'Aisne, parce que M. Sandrieux, l'un des candidats républicains, avait besoin de cette modification







